



CSA Local du 11 JUIN 2024

Déclaration liminaire

Madame la présidente,

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance est à l'oeuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé et progressent le plus.

C'est avec une énorme colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années. Emmanuel Macron en porte la première responsabilité. Il n'a cessé de banaliser le Rassemblement National, en reprenant ses thèses, et mène avec le patronat une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

En décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines à la veille des Jeux Olympiques et après les premiers départs en vacances, le président de la République joue, encore une fois, avec le feu, en faisant primer de petits calculs politiques.

Nous ne le laisserons pas faire. Ni recul social, ni banalisation du racisme et de la xénophobie. Forte de son histoire, la CGT prend toutes ses responsabilités pour empêcher qu'à nouveau les travailleuses et les travailleurs ne soient enfermés dans une fausse alternative entre l'extrême droite et le néolibéralisme, dont les forces de l'argent seraient les plus grandes gagnantes.

Quant au gouvernement, il doit immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance chômage et à toutes les contre-réformes en cours et notamment la réforme de la fonction publique.

« Du pain et des jeux » : voilà le résumé satirique dressé pour la Rome Antique.

L'État français a repris cette citation et s'occupe d'organiser ses Jeux Olympiques.

Le peuple ne doit pas manifester sa colère pendant ce temps là. Et puis, il faut oublier les problèmes qui fâchent :

La réforme des retraites, la crise agricole, la réforme de l'assurance chômage, l'immigration de peuples opprimés, les guerres tout près de chez nous...

Il convient de rendre les français heureux sans qu'ils pensent à tout cela...

Alors, c'est la place à la répression de ceux qui osent dénoncer des injustices (syndicats, journalistes, associations...).

Du pain, les français aimeraient pouvoir en acheter avec une inflation au plus haut en 2023 mais qui baisse bizarrement à l'approche des Jeux.

Du pain, les agents des Finances Publiques aimeraient aussi en acheter tous les jours mais 25 euros d'augmentation d'ACF, ce n'est pas suffisant ! En 2025 ils pourront avec une augmentation de 16,50 en plus, ouf...

De l'argent est dépensé pour l'organisation des Jeux Olympiques mais pas pour la fonction publique : 10 milliards d'euros sont à économiser dans les ministères !

A la DGFIP, des Jeux sont également organisés pour divertir les agents de leur quotidien morose .

Sur Ulysse (héros de la mythologie grecque) nous pouvons admirer : Le Cross de Bercy, relais de la flamme Olympique, mois de Mai à vélo, élection du champion du numérique, escape game pour renforcer la cohésion, tous en rose au mois d'octobre...

Une manière de divertir les agents au lieu de s'inquiéter du projet de loi Guérini qui va exploser le feu statut du fonctionnaire (c'est désormais un code).

Une question inquiète les collègues des Finances Publiques et les usagers : **la liquidation des taxes d'urbanisme est t'elle toujours en cours ?** L'année dernière à la même époque, nous avons échangé à ce sujet. Les représentants syndicaux avaient émis de sérieux doutes quant aux nouvelles applications et aux conséquences sur le recouvrement et le retard des rentrées d'argent envers les collectivités.

Ce doute est confirmé par la création, à l'Assemblée Nationale le 6 Février 2024, à la Commission des Finances, d'une mission d'information relative au dysfonctionnement dans la gestion des impôts locaux et leurs conséquences (voir GMBI et Foncier Innovant). Des médias commencent à diffuser des articles sur le sujet également.

Se rajoute le fait que seulement la moitié environ des agents des Directions départementales des Territoires ont rejoint la mission Taxe Urbanisme au sein de la DFGIP (source 7ème réunion du Comité de Suivi de la liquidation des taxes d'urbanisme à la DGFIP du 29 avril 2024).

Autre sujet, l'attractivité au sein de la DGFIP : les représentants de la CGT dénoncent l'hypocrisie de la DGFIP.

Avec la géographie revisitée du ministre Darmanin en juin 2019, les trésoreries rurales ont fermé partout sur le territoire. Comment les agents voudraient venir dans notre administration s'ils ne pourraient pas travailler près de chez eux ?

Enfin, la campagne du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) a suscité des interrogations de la part des collègues. Pourquoi une réunion en pleine saisie des déclarations au sein du SIP Départemental par ex, alors que la note nationale date de début Avril 2024.

De plus, le DUERP de 2023 ne contenait que 9 pages alors que celui présenté en instance faisait 16 pages ? Plus de Risques Psycho Sociaux que les agents ont inscrit l'an dernier ?

Heureusement que certains représentants syndicaux ne sont pas permanents : travaillant dans les services ils peuvent avertir les collègues et leur chef de service du document tronqué...

Encore faut t'il également que le dit chef de service transmette une pièce jointe avec le bon document aux agents.

Le Règlement Intérieur du CSA prévoit également la diffusion des PV ou relevés de décision des instances sur l'Intranet local. Ce qui n'est pas encore le cas pour le Lot et Garonne.

Les représentants de la CGT espèrent, qu'à la sortie de cette chambre de consultation, ils pourront donner des nouvelles rassurantes aux agents du département quant à leur avenir.